



# *l'Union*

Numéro

011

Juin 2024

**GRATUIT**

Mensuel d'information du Parti Union Progressiste le Renouveau



Reddition de compte gouvernementale

# LE BENIN EN MARCHÉ VERS LE PROGRES

Pages 10 - 11

Première session ordinaire de la  
DEN/UP le renouveau

## TOUT COMMENCE MAINTENANT

Page 03

Fermeture des frontières avec  
le Bénin

## LE TEST DE RÉSILIENCE SE POURSUIT

Page 16

Première session ordinaire de la DEN de l'UP le renouveau

## LA POURSUITE DE L'INSTALLATION DES STRUCTURES DE BASE AUTORISÉE

PZ

La Direction exécutive nationale (DEN) de l'Union progressiste le renouveau a validé les rapports d'installation des cellules du parti et de leurs bureaux, lors de sa première session ordinaire, tenue du 15 au 17 mars 2024, à Parakou. A la même occasion, elle a acté la mise en place des instances supérieures telles que les sous-sections, les sections et les différentes organisations de masse du parti et a exhorté la Haute direction politique du parti à lancer la poursuite de leur installation en vue du renforcement de son enracinement et de son hégémonie sur toute l'étendue du territoire national.

Organisée sous le thème « enjeux et défis pour l'enracinement de l'UP le renouveau », la session a été sanctionnée par une déclaration dénommée « Appel de Parakou ». Cette déclaration « réaffirme l'engagement du parti à la démocratie, au progrès économique et social ainsi qu'à la promotion de l'unité nationale ».

Dans son discours de clôture, le président du parti, Joseph Djogbénou « a souligné l'importance de l'unité et la cohésion au sein du parti, tout en appelant à l'action pour répondre aux défis actuels du parti et ceux de notre pays ».

La session de la Direction exécutive nationale a été organisée dans un contexte de renforcement des instances du parti sur toute l'étendue du territoire national et d'intenses actualités politiques nationales marquées par le vote du nouveau code électoral qui suscite des questionnements au sein de la population.

La session de Parakou a réuni les membres la Haute direction politique (HDP), de la DEN et des personnalités en l'occurrence les députés de l'Alibori, de l'Atacora, du Borgou et de la Donga, les maires et adjoints au maire, les conseillers communaux, les personnalités, les membres de la cellule de communication, les membres de la cellule du Fichier central et les membres de l'administration du parti. Environ 200 personnes ont pris part aux activités de la session.



Paul DOUAKOUTCHE

## L'ÈRE DU DIALOGUE CONSTRUCTIF

« Pendant longtemps, nous avons dirigé le pays sans véritablement prendre en compte les sentiments des bénéficiaires de nos actions de développement », a admis le Président Patrice TALON lors de l'ouverture du séminaire gouvernemental élargi aux leaders, élus et cadres des partis politiques qui soutiennent son action.

Bien que les réalisations soient évidentes, il est indéniable que le peuple a besoin de comprendre les enjeux des réformes engagées et les défis que le gouvernement relève depuis 2016. Pour cette raison, le Président Patrice Talon a orienté son gouvernement vers un dialogue constructif avec ses partisans et surtout avec les citoyens.

Le séminaire gouvernemental des 26 et 27 avril derniers a permis de dresser un bilan impressionnant des progrès réalisés au cours des huit dernières années. Mais au-delà des exploits accomplis, c'est l'esprit de la démarche qui est remarquable : un engagement sincère à rendre compte aux citoyens et à les impliquer dans les décisions qui les affectent.

La tournée nationale gouvernementale de reddition de comptes qui a suivi du 25 mai au 8 juin 2024, a été une démonstration éclatante de cette volonté. Dans chacune des 77 communes, les ministres et les leaders politiques ont rencontré les populations, écouté leurs préoccupations et répondu à leurs questions. Cette démarche inédite a permis de tisser un lien de confiance entre les gouvernants et les gouvernés, et de renforcer la légitimité des actions entreprises.

Les résultats ne se sont pas fait attendre. Galvanisées par cette approche authentique, les populations se sont mobilisées avec enthousiasme autour du projet de développement porté par le Président Talon. Les réformes et la dynamique de progrès ont gagné en adhésion.

Il est primordial de poursuivre sur cette voie, de consolider les acquis et d'approfondir cette culture de dialogue. En continuant à placer le citoyen au cœur de l'action publique, le Bénin pourra relever les défis qui l'attendent et construire un avenir prospère et équitable pour tous. L'union Progressiste le Renouveau ne se fera pas prier pour accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de cette stratégie gagnante.

Rencontres avec certaines coordinations communales UP le renouveau à Parakou

## LA THÉRAPIE DE LA HAUTE DIRECTION POLITIQUE POUR RENFORCER LA COHÉSION

Edson S. EDAH

En marge de la première session ordinaire de la Direction exécutive nationale de l'Union progressiste le renouveau, du 15 au 17 mars 2024, à Parakou, la Haute direction politique, avec à sa tête, le président Joseph Fifamin Djogbénou, a entrepris une série de rencontres avec quelques coordinations communales. Il s'agit des communes de

Boukoumbé, Toucountouna, Tchaourou et Bassila.

L'objectif visé par ces rencontres est le renforcement de la cohésion au sein de ces instances communales. Ces rencontres visent également à créer un véritable espace de dialogue ouvert où les réelles préoccupations ont été abordées de manière constructive et des solutions idoines ont été trouvées

pour mieux enraciner le parti dans lesdites communes.

Les coordinations communales, connaissant intimement les réalités locales, jouent un rôle crucial dans la formulation des réponses aux aspirations des populations et le renforcement de la cohésion. Ces réunions démontrent l'engagement de l'Union progressiste le renouveau et de la Haute direction politique

pour une animation participative et inclusive du parti à la base, ancrée dans les besoins et les aspirations des communautés locales.

En favorisant le dialogue et la collaboration, ces rencontres contribuent à l'expression d'une volonté ferme de proximité et d'écoute des militants à la base par les instances centrales du parti.

## Adresse du Président Joseph Fifamê Djogbénou

# « C'EST MAINTENANT QUE TOUT COMMENCE »



Il a régné un air de famille, depuis dimanche dernier où nous sommes arrivés jusqu'à ce jour, au moment où je prends la parole. Nous sommes une famille, sans doute dans notre diversité dans nos provenances, mais nous sommes une famille sur le chemin de l'union. Je voudrais, au nom de la haute direction politique, vous en remercier.

Les résultats, les objectifs sont atteints. Vous avez, on vient de le rappeler, validé la mise en place des cellules dans tous nos villages. Vous avez autorisé que là où ce n'est pas encore terminé, que le processus se poursuive résolument. Vous avez surtout défini la stratégie en vue de la mise en place de toutes les autres instances dans un délai raisonnable.

Mais vous avez surtout, de votre présence, en ce temps de carême, que l'on soit musulman ou chrétien, de votre présence fait sacrifice. Sacrifice de ce que toutes nos difficultés, toutes nos envies, tous nos intérêts personnels sont moindres par rapport à l'objectif, par rapport à l'horizon, par rapport au parti et par rapport au Bénin.

Les résultats sont donc atteints. Nous allons quitter Parakou avec la fierté du travail accompli.

Mais alors qu'on aura l'impression que tout est fini, c'est maintenant que tout commence.

Dès demain, lundi, la Haute direction politique se réunira pour tirer les grandes conclusions et se lancer dans les grandes perspectives que vous lui avez tracées.

Dès maintenant, chacun de nous se remettra en chemin parce que les exigences sont fortes, parce que l'ambition est si élevée, parce que l'espérance doit être renouvelée.

Alors, cher.e.s ami.e s, sur le chemin de l'Union, sur le chemin du Progrès, sur le chemin du Renouveau, levons-nous et mettons-nous ensemble !

Ensemble, sur le chemin !

Je vous remercie.

**Joseph Fifamin DJOGBÉNOU**  
Président de l'Union Progressiste le Renouveau  
(Discours de fin de la session ordinaire de la Direction exécutive nationale (DEN) à Parakou, le 17 mars 2024)

## Première session ordinaire de la Direction exécutive nationale de l'Union Progressiste le renouveau

# QUATRE RAISONS DU CHOIX DE PARAKOU POUR ACCUEILLIR L'ÉVÉNEMENT

### Edson S. EDAH

Parakou, grande ville cosmopolite et carrefour incontournable du Nord Bénin, a abrité du 13 au 17 mars 2024, la première session ordinaire de la Direction exécutive nationale (DEN) de l'Union progressiste le renouveau. La décision d'organiser la DEN dans la cité des Kobourou, sur proposition de la Haute direction politique du parti découle de plusieurs facteurs stratégiques et symboliques.

D'abord, Parakou est un important carrefour et ville culturelle dynamique, offrant une accessibilité géographique optimale pour les membres du parti venant des différentes régions de la partie septentrionale du pays.

Ensuite, la ville de Parakou jouit d'une riche histoire et d'une identité culturelle forte, offrant un cadre propice à l'échange d'idées et à la prise de décisions efficaces par l'Union progressiste le renouveau.

En outre, le choix de Parakou illustre l'engagement du parti Union progressiste le renouveau envers une représentation équilibrée et une gouvernance inclusive pour un meilleur fonctionnement du parti. En choisissant Parakou comme lieu de cette importante et historique réunion, le parti démontre son rayonnement national.

Enfin, cette décision ravive et renforce les liens entre le parti et la population locale, démontrant une forte volonté de proximité

et d'écoute des aspirations des citoyens béninois.

En somme, Parakou, la Cité des Kobourou, offre un cadre symbolique et stratégique idéal pour la tenue de la session ordinaire de la Direction exécutive nationale de l'Union progressiste le renouveau, reflétant ainsi les valeurs et les ambitions du parti pour l'avenir du Bénin.

## Interview

# GERTRUDE NADIA SENA DOSSA

ADJOINTE AU MAIRE, CHEF DU 2ÈME ARRONDISSEMENT DE PORTO-NOVO

**« Mon expérience en tant qu'élue au sein de l'Union progressiste le renouveau est fructueuse. »**

*L'Adjointe au maire de Porto-Novo, Gertrude Dossa apprécie son expérience en tant que Conseillère communale, mais critique la persistance du sexisme dans les milieux politiques.*

**L'Union : Qu'est-ce qui vous a inspirée à vous engager en politique ?**

**Gertrude DOSSA :** Etant femme, j'ai été témoin des défis auxquels font face les femmes au quotidien, et je me suis sentie appelée donc à agir pour promouvoir l'égalité des genres et le progrès social. C'est ce qui en réalité m'a poussée à m'engager en politique : mon désir profond de contribuer au changement et à l'amélioration de ma communauté.

**Comment appréciez-vous la réforme entreprise pour une meilleure représentativité des femmes au parlement ?**

Je pense que la réforme visant à accroître la représentativité des femmes au parlement est une avancée majeure. Elle reconnaît enfin le rôle essentiel des femmes dans

la gouvernance au Bénin et garantit ainsi une voix équitable pour tous les citoyens, quel que soit leur genre. Cette mesure est un pas important vers une société plus inclusive et démocratique.

**Comment appréciez-vous l'expérience que vous vivez en tant qu'élue au sein de votre parti politique, l'Union progressiste le renouveau ?**

Mon expérience en tant qu'élue au sein de l'Union progressiste le renouveau est fructueuse. Notre parti, en effet, met en avant des valeurs de justice sociale, d'égalité et de progrès, ce qui me permet de travailler avec passion et détermination. La collaboration au sein du parti est solide, et nous sommes alignés sur nos objectifs communs de transformation positive de la société.

**Dans l'exercice de vos fonctions, quelles sont les principales difficultés auxquelles vous êtes confrontée et comment les surmontez-vous ?**

*Suite en page 5*

## INTERVIEW GERTRUDE DOSSA (SUITE & FIN)



En tant que jeune femme politique, je fais face à plusieurs défis, notamment le sexisme et les stéréotypes de genre qui persistent dans le domaine politique. Mais, je m'appuie sur ma conviction et ma détermination, pour les surmonter. Je m'entoure également de soutiens solides et je m'efforce de faire entendre ma voix de manière assertive et persévérante.

**En tant que femme leader politique, comment contribuez-vous à inciter les femmes à s'engager en politique dans votre communauté et au-delà ?**

De ma position de femme leader politique, j'encourage activement les femmes de

ma communauté à s'engager en politique en leur offrant des modèles et des exemples qui inspirent. Je m'efforce également de créer des espaces inclusifs où les femmes se sentent soutenues et valorisées, et où elles peuvent développer leurs

compétences en leadership et la confiance en elles.

**Quelles sont les mesures que vous préconisez pour encourager davantage de femmes à s'impliquer en politique et à briguer des postes électifs ?**

Il est essentiel de mettre en place des mesures concrètes telles que des quotas de genre, des programmes de mentorat et de formation spécifiques aux besoins des femmes, ainsi que des politiques de conciliation travail-famille, pour encourager davantage de femmes à s'impliquer en politique.

Il est également crucial de lutter contre les obstacles structurels et culturels qui entravent la participation des femmes à la vie politique, notamment en promouvant une culture organisationnelle inclusive et des sensibilisations sur les enjeux de genre.

**"Il est essentiel de mettre en place des mesures concrètes ... pour encourager davantage de femmes à s'impliquer en politique."**

Entretien réalisé par  
Edson S. EDAH

# COMPRENDRE LES PROPOS DU PRÉSIDENT JOSEPH DJOGBÉNOU SUR L'INTERDICTION DES PRODUITS CONGELÉS ET LA CHERTÉ DU MAÏS

**Paul DOUAKOUTCHE**

Les récents propos du professeur Joseph Djogbéno, Président de l'Union Progressiste le Renouveau, lors de la tournée gouvernementale de reddition de comptes, ont suscité de nombreux débats. Il est essentiel de replacer ses déclarations dans leur contexte pour comprendre les enjeux réels de l'interdiction des produits congelés et son impact sur le marché du maïs au Bénin. L'interdiction de l'importation de produits congelés, notamment les volailles, est une mesure sanitaire de première importance. Les produits importés, souvent congelés pendant de longues périodes et soumis à des conditions de transport incertaines, peuvent représenter un danger pour la santé des consommateurs béninois. En privilégiant la production locale, le gouvernement entend garantir la fraîcheur et la qualité des

produits consommés par notre population.

L'une des conséquences directes de cette interdiction est la stimulation de l'élevage local. En développant notre propre production de volailles, nous favorisons non seulement la sécurité alimentaire mais aussi la création d'emplois et la dynamisation de l'économie rurale. Les agriculteurs et les éleveurs béninois se voient offrir de nouvelles opportunités de croissance et de développement. Le maïs, principal aliment des volailles, voit sa demande augmenter avec l'expansion de l'élevage local. Cette hausse de la demande a contribué à une augmentation des prix du maïs, un phénomène temporaire qui doit être compris dans le cadre des réajustements économiques nécessaires. En favorisant la production locale de maïs, nous pourrions stabiliser et même réduire les prix à moyen terme. L'interdiction des produits congelés importés s'inscrit dans

une vision stratégique à long terme. Elle vise à rendre notre pays plus autosuffisant sur le plan alimentaire et à réduire notre dépendance vis-à-vis des importations. Cette politique proactive permettra de renforcer notre résilience face aux crises alimentaires globales et de garantir une sécurité alimentaire durable pour les générations futures.

Les critiques et les moqueries suscitées par les propos de Joseph Djogbéno découlent souvent d'une compréhension partielle ou erronée des enjeux. Il est crucial de rappeler que l'interdiction n'est pas encore en vigueur et qu'elle prendra effet à la fin de l'année 2024. Cette période de transition est nécessaire pour permettre aux producteurs locaux de s'adapter et de se préparer à répondre à la demande accrue.

Les mesures annoncées par le gouvernement, soutenues par le président Joseph Djogbéno,

sont guidées par une vision claire de la santé publique et de la sécurité alimentaire. Elles visent à promouvoir un développement durable et équitable de notre économie. Il est essentiel de regarder au-delà des titres sensationnalistes et de comprendre les véritables motivations et bénéfices de ces politiques.

Le Parti Union Progressiste le Renouveau reste engagé à travailler pour le bien-être de tous les Béninois, en favorisant des politiques qui renforcent notre indépendance et notre résilience. Nous invitons tous les citoyens à participer à un dialogue constructif et informé sur ces questions cruciales pour l'avenir de notre pays.

## COMMUNIQUÉ 1

### Opération de repression des infractions au code la route: l'Union Progressiste le renouveau formule quatre recommandations au gouvernement

Le mardi 16 avril 2024, la Haute direction politique a tenu une séance de travail avec M. Alassane SEIDOU, Ministre de l'intérieur et de la sécurité publique sur la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de sécurité routière, notamment le contrôle et la répression des infractions relatives à la violation de l'obligation du port du casque par les usagers de la route en République du Bénin.

Après avoir écouté le ministre sur le dispositif légal et le contexte opérationnel de la prévention et de la répression de ces infractions, les membres de la Haute direction politique ont évoqué avec ce dernier les préoccupations des citoyens sur le déroulement de cette opération, dont la nécessité n'est pas à discuter en raison de la valeur fondamentale qu'est la vie du citoyen dont elle vise à assurer la protection.

Toutefois, des cas d'excès manifestes jettent du discrédit sur cette opération qui vise à protéger les conducteurs de motos contre les traumatismes crâniens en cas d'accidents de la route.

À l'issue des échanges, la Haute direction politique a recommandé au gouvernement de :

- 1) prendre des dispositions pour que cessent les dérives constatées et pour que la police républicaine continue de nous rendre fiers comme elle nous en a habitués depuis peu ;
- 2) prendre des mesures en vue de réduire substantiellement le montant des amendes en cas d'infractions ;
- 3) prendre des mesures incitatives pour un accès plus facile des citoyens aux casques de qualité ;
- 4) renforcer la sensibilisation des citoyens pour le port systématique de casque à moto et pour le respect du code de la route.

Dans l'attente d'une réponse favorable à ses recommandations, l'Union progressiste le renouveau appelle les Béninoises et les Béninois à une conscience plus accrue de la protection de leur vie et de la sûreté individuelle et collective dont les fonctionnaires de police sont le garant et invite ces derniers à plus de respect des citoyens et plus de professionnalisme dans l'exécution de leur mission républicaine.

Fait à Cotonou, le 17 avril 2024

Le Secrétaire Général **Gérard GBÉNONCHI**

## COMMUNIQUÉ 2

### Décès de 7 soldats dans une embuscade à Tanguéta : L'UP le renouveau exprime sa profonde tristesse et sa solidarité aux Forces armées béninoises et aux familles explorées

C'est avec une immense tristesse et une profonde indignation que l'Union progressiste le renouveau a appris la nouvelle du décès de sept soldats béninois, tombés dans une embuscade le mardi 4 juin 2024, lors d'une patrouille dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ces soldats, véritables symboles de courage et de dévouement, ont payé de leur vie le prix de la sécurité de notre Nation. Leur sacrifice interpelle et appelle à plus d'engagement dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

L'Union progressiste le renouveau dénonce cet acte de barbarie et présente ses vives condoléances aux familles des victimes, à leurs proches ainsi qu'à l'ensemble des Forces Armées Béninoises (FAB).

Le parti encourage le gouvernement à poursuivre le renforcement des mesures de sécurité de nos populations et de soutien nécessaires à nos soldats pour l'exercice efficace de leur mission.

Puissent les âmes de nos vaillants soldats reposer en paix et leur sacrifice inspirer en chacune et en chacun une détermination renouvelée à défendre notre Nation contre toutes les formes de menace.

Fait à Cotonou, le 6 juin 2024

**Gérard GBÉNONCHI**  
Secrétaire Général

Interview**DR LUC SOSSA****10 leçons de la dernière visite des cadres UP le renouveau en Chine**

*Dr Luc Sossa tire 10 leçons essentielles de la visite que lui et 12 autres cadres de l'Union progressiste le renouveau ont effectuée à Beijing en Chine, en avril 2024. Il évoque entre autres la discipline et le sacrifice des militants du Parti communiste chinois et du peuple chinois ainsi que l'efficacité de l'école du parti.*

**Quels sont les principaux enseignements que vous avez tirés de votre visite en Chine ?**

Du mercredi 10 avril au mardi 23 avril 2024, une délégation constituée de 13 militantes et militants de l'Union progressiste le renouveau a effectué une mission à Beijing en Chine. Au cours de ce séminaire à l'Académie pour les officiels du Business International (AIBO), les participants ont suivi une dizaine de conférences thématiques d'une part et effectué des visites touristiques d'enseignement sur la Chine d'autre part. A l'issue de cette mission, les militantes et militants ayant participé à ce séminaire se réjouissent du succès de cette mission et surtout de

nombreux enseignements qu'ils ont reçus notamment :

- le dévouement au travail et la culture de l'esprit de solidarité et de sacrifice constaté chez les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) ;
- la détermination et surtout le sacrifice consenti par l'ancienne génération pour que les générations futures vivent mieux ;
- la solidarité entre les différentes régions de la Chine ayant permis de sortir plusieurs régions de la précarité ;
- la discipline et le respect strict des militants du PCC et de l'ensemble des Chinois à l'égard des dirigeants du parti ;
- les dirigeants du PCC ont cultivé et gagné la confiance des militants ainsi que des citoyens de sorte que les instructions qu'ils donnent confortent souvent les gouvernés. En témoigne le cas de la discipline observée par le peuple chinois en début de la propagation



*Suite en page 8*

## INTERVIEW DR LUC SOSSA (SUITE & FIN )



- de la COVID-19 à l'orée de l'année 2020 et qui a permis à la Chine, non seulement de maîtriser la pandémie, mais aussi et surtout d'éviter l'hécatombe à son peuple ;
  - le rôle, combien important joué par l'école du parti dans la formation des militants, des dirigeants, en ce qui concerne, la bonne gouvernance, la rigueur, la discipline, le sacrifice, etc. ;
  - l'efficacité de la démocratie centralisée, qui permet à la Chine de diriger une population de plus de 1,4 milliards d'habitants, dans la paix ;
  - l'ouverture de la politique chinoise vers le monde extérieur à travers la construction de « La Ceinture et la Route de soie » ;
  - le défi du gouvernement chinois de réaliser les objectifs de développement du millénaire à travers: l'élimination de la pauvreté, l'assurance d'un mode de vie sain, l'éducation inclusive et équitable pour tout le monde, la paix et la sécurité, l'égalité des sexes et la réduction de l'inégalité à l'intérieur du pays et entre les différents pays du monde ;
  - l'ambition de l'Etat chinois de se hisser en première puissance dans maints domaines.
- Quels bénéfices le parti peut-il tirer de cette expérience de ses cadres à la découverte de la Chine et du Parti communiste chinois ?**
- La formation des cadres progressistes en Chine leur a permis de se familiariser avec les réalités du développement de la Chine. Il en résulte un important gain pour ces cadres qui recommandent fortement que l'Union progressiste le renouveau aille véritablement à l'école du Parti communiste chinois afin de tirer de grands profits de ses enseignements.
- En effet, l'Union progressiste le renouveau peut se targuer d'avoir une cohorte de cadres aguerris prêts pour contribuer à la consolidation des acquis du parti, à travers des séances de restitutions des enseignements reçus en terre chinoise. Ils constituent un vivier de militants aptes non seulement à intervenir dans la mise en œuvre de l'école du parti, mais aussi à accompagner les actions du gouvernement.

Propos recueillis par  
Edson S. EDAH

## Séminaire gouvernemental

# LE GOUVERNEMENT TALON DRESSE UN BILAN ÉLOGIEUX



*L'équipe qui gagne*

### **Paul DOUAKOUTCHE**

Un vent d'optimisme souffle sur le Bénin à l'issue du séminaire gouvernemental qui s'est tenu les 26 et 27 avril au Palais des congrès de Cotonou. Réunis autour du Président Patrice Talon, membres du gouvernement, chefs de partis politiques, élus nationaux et locaux, et cadres de la mouvance présidentielle ont dressé un bilan élogieux du mandat en cours.

#### **Un bilan marqué par des réalisations concrètes**

Le séminaire a été l'occasion de mettre en lumière les réalisations majeures du gouvernement dans tous les secteurs clés du développement du pays. De l'énergie à l'éducation, en passant par la santé, la sécurité, les infrastructures et l'agriculture, les progrès accomplis sont indéniables.

**Énergie** : La capacité de production d'énergie a bondi de 0 MW en 2016 à 182 MW en 2024, améliorant considérablement la couverture énergétique du pays (de 9% à 42%).

**Santé** : Le secteur a connu un assainissement en profondeur, avec la modernisation des équipements, le recrutement de personnels, la construction de plusieurs centres de santé et la mise en service prochaine du Centre Hospitalier International de Calavi (CHIC).

**Microfinances** : Le système de microcrédit a été réorganisé et l'accès aux crédits a été amélioré grâce à une politique inclusive.

**Éducation** : L'accès et la qualité de l'éducation ont été considérablement améliorés, avec une augmentation des taux de couverture des

cantines scolaires et des taux de réussite.

**Sécurité** : La création de la police républicaine, l'ouverture de nouveaux commissariats et les efforts déployés dans la lutte contre le terrorisme et la piraterie maritime ont permis au Bénin de se hisser au rang de leader en matière de sécurité régionale.

**Et bien plus encore** : Défense, fonction publique, numérique, justice, décentralisation, cadre de vie et transports, sport, culture, PME, agriculture, finances et économie, affaires étrangères... Tous les secteurs ont connu des avancées significatives.

#### **Vers une continuité dans le développement**

Au-delà du bilan, le séminaire a également été l'occasion de définir les

stratégies communes pour maintenir la dynamique de développement à l'horizon de la fin du second et dernier mandat du Président Talon. Les participants ont notamment évoqué l'importance de poursuivre les réformes engagées, de renforcer la mobilisation des ressources et de promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes.

#### **Un engagement fort des acteurs politiques**

L'engagement des leaders politiques et locaux à poursuivre les dialogues et les rencontres dans leurs communautés respectives a été jugé déterminant pour assurer une compréhension et une participation actives de la population aux processus démocratiques et de développement du pays.

#### **Un avenir prometteur pour le Bénin**

Le séminaire gouvernemental de Cotonou a posé les fondations d'un avenir prometteur pour le Bénin. Les acquis du gouvernement sont solides et les perspectives pour les années à venir sont encourageantes. La mobilisation de l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile sera essentielle pour poursuivre sur la lancée et faire du Bénin un pays encore plus prospère et démocratique.

**Tournée gouvernementale de reddition de compte****UN BÉNIN EN MARCHÉ VERS LE PROGRÈS**

La tournée gouvernementale de reddition de compte, initiée par le Président Patrice Talon pour présenter les réalisations accomplies depuis 2016 et partager la vision du développement du Bénin pour les années à venir, s'est achevée après avoir parcouru l'ensemble des 77 communes du pays. Les échos de cette initiative inédite sont unanimes : un succès éclatant qui a permis de renforcer le lien entre le gouvernement et les populations et de galvaniser les énergies pour poursuivre la marche vers le progrès.

Un bilan élogieux et une vision prometteuse



Le maire Angelo Ahouandjinou (à gauche) et les ministres Pascal Irénée Koupaki et Benjamin Hounlpatin à Abomey-Calavi, lors de la tournée gouvernementale de reddition de comptes.

**Paul DOUAKOUTCHE**

Partout où ils sont passés, les ministres et autres membres de la délégation composée

des leaders des partis politiques soutenant l'action du Gouvernement, ont été accueillis avec enthousiasme par des populations

reconnaissantes des efforts considérables déployés par le Président Talon pour améliorer leurs conditions de vie. Les réalisations concrètes dans tous les secteurs, de l'énergie à l'éducation, en passant par la santé, les infrastructures et l'agriculture, ont été saluées à juste titre.

**Des populations séduites et convaincues**

Les présentations des membres du gouvernement ont permis aux populations de comprendre l'ampleur des transformations en cours et de mesurer l'impact positif des réformes engagées. La vision du Président Talon pour un Bénin encore plus prospère et démocratique a

suscité un vif intérêt et un réel enthousiasme.

**Un dialogue constructif et des échanges fructueux**

La tournée a également été l'occasion d'un dialogue constructif entre le gouvernement et les populations. Les préoccupations et les attentes des citoyens ont été écoutées attentivement et des réponses concrètes ont été apportées à de nombreuses questions.

**Un tremplin pour la mobilisation et l'engagement**

Le succès de la tournée gouvernementale de reddition de compte constitue un



La population séduite par les réalisations concrètes dans tous les secteurs, de l'énergie à l'éducation, en passant par la santé, les infrastructures et l'agriculture, ont été saluées à juste titre.

# UN BÉNIN EN MARCHÉ VERS LE PROGRÈS (SUITE & FIN)

tremplin important pour la mobilisation et l'engagement des populations dans la poursuite des objectifs de développement du Bénin. Les citoyens ont exprimé leur détermination à accompagner le Président Talon dans sa vision d'un Bénin encore plus rayonnant.

## Un message fort pour l'avenir

Au terme de cette tournée marathon, le message est clair : le Bénin est en marche vers le progrès. Sous le leadership éclairé du Président Patrice Talon, le pays s'affirme comme un modèle de développement

en Afrique, offrant un avenir radieux à ses citoyens.

La tournée gouvernementale de reddition de compte a été une expérience unique qui a permis de rapprocher davantage le gouvernement des populations et de renforcer le socle de la

démocratie béninoise. Les acquis de cette initiative historique serviront de base solide pour la construction d'un Bénin encore plus prospère et solidaire.

## DES EXEMPLES CONCRETS

### Accroissement de la confiance des populations envers le gouvernement

La tournée a permis aux populations d'appréhender concrètement les réalisations du gouvernement et de mieux comprendre les efforts déployés pour améliorer leurs conditions de vie. Cette transparence et cette proximité ont contribué à renforcer la confiance des citoyens envers les autorités.

**Témoignage :** "Avant la tournée, j'avais des doutes sur l'action du gouvernement. Mais après avoir entendu les explications des ministres et constaté les réalisations dans ma commune, j'ai changé d'avis. Je suis désormais convaincu que le gouvernement travaille pour le bien du peuple." - **Habitante de Parakou**

### Renforcement de l'adhésion aux réformes engagées

Les populations ont pu comprendre les objectifs

des réformes entreprises par le gouvernement et leur importance pour le développement du pays. Cette compréhension a conduit à une plus grande adhésion aux réformes et à une meilleure collaboration entre les citoyens et les autorités pour leur mise en œuvre.

**Témoignage :** "Je comprends maintenant pourquoi le gouvernement a pris certaines mesures qui me paraissaient difficiles au début. Je vois qu'elles sont nécessaires pour le bien du pays et je suis prêt à les soutenir." - **Agriculteur de Djougou**

### Mobilisation des citoyens pour la participation aux initiatives de développement

La tournée a suscité un regain d'intérêt des populations pour les initiatives de développement en cours dans leur localité. Les citoyens se sont montrés plus disposés à s'impliquer

et à contribuer activement à la réalisation des objectifs de développement.

**Témoignage :** "Je veux m'impliquer dans le développement de mon village. Je vais participer aux réunions organisées par la mairie et je vais proposer des idées pour améliorer les conditions de vie de mes concitoyens." - **Jeune de Savalou**

### Encouragement des initiatives entrepreneuriales

Les exemples de réussite présentés par le gouvernement ont inspiré et motivé de nombreux entrepreneurs potentiels. La tournée a également permis de sensibiliser les populations aux différentes opportunités de création d'entreprises et d'accès au financement.

**Témoignage :** "J'ai toujours rêvé de créer ma propre entreprise. Après avoir entendu les mesures prises

pour créer un environnement favorable à la création d'entreprise avec le soutien du gouvernement, je suis convaincu que je peux y arriver moi aussi." - **Jeune femme de Cotonou**

### Optimisme quant à l'avenir du Bénin

La tournée a permis aux populations de se projeter dans un avenir meilleur pour le Bénin. Le bilan positif des réalisations et la vision prometteuse du gouvernement ont suscité un sentiment d'optimisme et de confiance dans l'avenir du pays.

**Témoignage :** "Je suis fier d'être Béninois et je suis optimiste quant à l'avenir de notre pays. Le gouvernement a montré qu'il est capable de réaliser de grandes choses et je suis convaincu que nous allons continuer à progresser dans les années à venir." - **Habitante de Porto-Novo**

## Extraits des interventions du président de l'UP le renouveau, Joseph DJOGBÉNOU pendant la tournée gouvernementale

**POBE** « **DANS CHAQUE COMMUNE OÙ NOUS SOMMES, NOUS DEVONS AVOIR UN HÔPITAL DE QUALITÉ, UNE ÉCOLE DE QUALITÉ, UN COLLÈGE OU UN LYCÉE DE QUALITÉ.** »



*Derrière les réalisations du gouvernement, « nous pouvons retenir que la préoccupation principale de ce gouvernement depuis 2016, c'est l'homme, c'est l'homme au cœur de la société, l'homme dans sa communauté » (le président Djogbénou).*

«... Ce département a tellement donné au Bénin. Les présidents de l'Assemblée nationale, parmi lesquels Idji Kolawolé, Louis Vlavonou. Les ministres parmi les meilleurs, Jean-Michel Abimbola, notre pensée tend vers sa personne, qu'il nous retrouve assez promptement. Et surtout les ministres en charge des enseignements, François Abiola et la ministre Rafiadou Karimou, parmi les meilleurs. Et le meilleur des

meilleurs, un autre Salimane Karimou. Le Plateau nous a donné tellement. Je ne vais pas oublier les députés, certains sont ici présents. Les maires, les cadres à divers niveaux. Je voudrais ici porter la voix du président Abdoulaye Bio Tchané du parti BR, de l'Union progressiste le renouveau, de la Renaissance nationale et de Moele-Bénin pour vous saluer pour votre patience, votre courage. Et dire finalement

que cette rencontre n'est qu'une rencontre citoyenne. Le gouvernement rend compte au peuple. Dans le peuple, il y a ceux qui ne sont pas membres des partis politiques, ils sont ici présents. Et dans le peuple, il y a ceux qui sont engagés dans les partis politiques. Ils sont également présents. C'est à vous tous que nous adressons nos chaleureux remerciements, depuis ce matin. Et dire enfin, après avoir tout entendu, après avoir noté vos appréciations, après avoir senti et également noté vos observations, que faire maintenant ?

Premièrement, pour celles et ceux parmi vous, qui sont membres des partis de la majorité présidentielle, le message n'est pas pour vous. Le message est à transmettre. Le message que vient de nous donner le ministre chef de délégation, est un message destiné aux citoyens ordinaires, à tous les militants et nous devons faire nôtre ce message, que nous soyons du BR, de l'UP le renouveau, de la RN, de Moele-Bénin et bien d'autres partis, le message est pour les autres partis. C'est le premier message que je souhaite vous transmettre aux noms de mes collègues ; ne gardons pas ce message pour nous.

Nous devrions être sur le terrain en permanence, être fiers de ce qui est fait, sentir ce qui n'est pas fait, parce que tout n'est pas fait. Rassurez les uns et les autres que ce qui n'est pas encore fait sera fait.

Deuxièmement, le dernier intervenant nous a déjà dit la conduite à tenir enfin. Il dit que le président Patrice Talon a mieux fait. Nous allons ajouter que son gouvernement a mieux fait. Et nous allons transmettre aux populations avec fierté que ce gouvernement a mieux fait et fera davantage mieux. En synthèse, nous avons entendu beaucoup de chiffres. Nous n'avons peut-être pas la mémoire de retenir tous les chiffres. Nous avons entendu beaucoup de réalisations, nous observons nous-mêmes beaucoup de réalisations. Et derrière les réalisations palpables, qu'est-ce que nous pouvons retenir et dire à nos populations ?

Nous pouvons retenir premièrement que la préoccupation principale de ce gouvernement depuis 2016, c'est l'homme, c'est l'homme au cœur de la société, l'homme dans sa communauté. Qu'il s'agisse de l'éducation, on vous en a parlé, de la santé, de l'agriculture, des activités

## **Extraits des interventions du président de l'UP le renouveau, Joseph DJOGBÉNOU (suite)**

de production, on vous en a parlé. Qu'il s'agisse de sa circulation..., c'est l'homme. Le seul objectif pour ce gouvernement, c'est l'épanouissement du Béninois, son mieux-être. Deuxièmement, de sa sécurité, de la défense de son territoire. On voit tout ce qui se passe. Le monde est de plus en plus violent. Beaucoup entendent parler de l'Ukraine, d'Israël, de la Palestine, on entend ce qui se passe au Nord du Bénin, au Mali, au Niger, au Burkina Faso, un peu partout. Et l'objectif du gouvernement, c'est dans son territoire, c'est que le Béninois soit en sécurité, puisse manger, puisse aller à l'école, puisse se soigner et évidemment, puisse être autonome. C'est le sens de la transformation de ce que nous produisons. Si nous ne transformons pas ce que nous produisons, nous aurons de plus en plus besoin des autres. Et quand on a besoin des autres, on dépend des aléas, des difficultés,

des guerres, on dépend des crises et on est fragile, on est vulnérable. Transformons ce que nous produisons. C'est ça Glo-Djigbé. Il s'agit de faire en sorte qu'il y ait des Glo-Djigbé partout, des unités de production partout, des usines partout. Et pour ce faire, quelle est sa stratégie ? Sa stratégie, elle est d'abord l'organisation, l'anticipation, la fortune des peuples, ce n'est pas les ressources du sous-sol et du sol, c'est leur capacité de mieux être organisé. Deuxièmement, c'est la rationalisation de nos finances. Et nous aurons observé depuis 2016, lorsque vous remettez 100F au président de la République, au gouvernement, il se bat pour qu'aucun kopeck ne rentre dans la poche de qui que ce soit. D'où la réforme du système judiciaire, de la lutte contre la corruption. Troisièmement, il pense à l'utilité des dépenses. Vous aurez noté que des ambassades ont été fermées, parce qu'il veut que les

hôpitaux soient équipés. Vous aurez noté que des primes, des indemnités ont été supprimées, parce qu'il veut que les filles et les garçons à l'école puissent être nourris. Il faut rationaliser les dépenses pour satisfaire les plus nombreux, les plus vulnérables. Ensuite, investir utilement. C'est ce que je souhaite que nous retenions au-delà des chiffres, au-delà des kilomètres de routes qui sont réelles, au-delà des hôpitaux dont le programme vise à équiper tous les hôpitaux. Nous devons retenir la vision, c'est l'homme. La vision, c'est le social, un social renouvelé. Dans chaque commune où nous sommes, nous devons avoir un hôpital de qualité, une école de qualité, un collège ou un lycée de qualité comme les 30 lycées qui nous seront livrés bientôt. Et toutes les communes auront chacune un lycée professionnel parce que quand on apprend à se développer, à se nourrir par la main, on s'occupe beaucoup

plus facilement que lorsqu'on considère seulement la tête, c'est une stratégie bien huilée.

Chers amis, que l'on soit de l'opposition ou de la majorité, on est citoyen béninois et ce gouvernement travaille pour nous. Allez transmettre ces bonnes nouvelles. Ce n'est que de cette manière que les problèmes qui restent encore seront résolus. Les difficultés actuelles seront résolues. Que demain, quelles que soient les crises ailleurs, le Nigeria qui ferme ses frontières, une semaine, deux semaines... Avant, quand le Nigeria fermait ses frontières une semaine, nous suffoquions. Aujourd'hui, le Bénin est tellement bien dirigé qu'on peut fermer soi-même les frontières pendant des mois et soi-même les rouvrir et rien ne se passe. C'est cela, ce que veut le président Patrice Talon, ce que veut son gouvernement. Je vous remercie.»

**LOKOSSA « LES PARTIS POLITIQUES JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL EN VEILLANT À CE QUE CE QUI EST ENTREPRIS SOIT BIEN FAIT. IL EST CRUCIAL DE FAIRE COMPRENDRE CELA À NOS FRÈRES ET SŒURS DE NOS QUARTIERS ET VILLAGES. »**

« [...] Mesdames et Messieurs, distingués citoyens, sages et notables de la ville de Lokossa, et membres des partis politiques, je vous salue et reconnais votre forte présence parmi nous aujourd'hui. Vous avez tous cru en Patrice Talon. Que

faire de cette foi, sinon la proclamer dans nos contrées ? Il est vrai que tout n'est pas rose, et nous sommes conscients qu'il reste du travail à accomplir.

Mais seuls ceux qui s'y connaissent et savent s'y

prendre peuvent mener à bien cette tâche. Les partis politiques jouent un rôle essentiel en veillant à ce que ce qui est entrepris soit bien fait. Il est crucial de faire comprendre cela à nos frères et sœurs de nos quartiers et villages.

C'est d'ailleurs la raison fondamentale de notre rencontre aujourd'hui : faire en sorte que plus personne n'ait peur. Nous devons tous comprendre que le rôle et la place des partis politiques dans la gouvernance des affaires publiques restent

## **Extraits des interventions du président de l'UP le renouveau, Joseph DJOGBÉNOU (suite & fin)**

prépondérants aujourd'hui et demain, pour assurer un avenir rayonnant à notre pays.

En second lieu, les questions posées à la délégation gouvernementale et les nouvelles aspirations formulées nous invitent à

réfléchir. Avons-nous eu raison de confier les rênes du pays à Patrice Talon depuis huit ans ? En examinant notre parcours et en considérant la situation géopolitique de la sous-région et au-delà, nous pouvons affirmer que nous avons eu raison. Alors que la région est en proie à

des turbulences, notre pays demeure inébranlable et plus solide que jamais.

Si vous confiez votre maison et vos biens à quelqu'un, et qu'en temps de pluie vous constatez que la maison est bien entretenue et que vos biens ont non seulement été préservés mais aussi

fructifiés, passant d'un franc à un milliard, il est évident que cette personne est un bon gestionnaire. C'est ainsi que nous pouvons voir la gestion de notre pays huit ans durant sous la direction de Patrice Talon. »

## **COTONOU UN GOUVERNEMENT DU SOCIAL**

«[...] Permettez-moi de vous fournir quelques explications afin que vous deveniez les ambassadeurs de la véritable information. Vous avez évoqué plusieurs besoins, dont le social. Parlons du social. Il en existe plusieurs types, que l'on peut synthétiser en deux catégories. Le premier type de social, c'est celui qui nous fait régresser. Le second, en revanche, nous permet de progresser.

Quel est donc le type de social qui fait régresser ? C'est celui

où, juste quelques années après la construction de la route Abomey-Calavi - Bohicon, celle-ci se dégrade. C'est celui où, quelques années après la construction de la route Porto-Novo - Kpédékpo - Covè, elle se retrouve en ruine. C'est le type de social où il n'y a pas de marchés répondant aux standards et normes internationales dans nos villes. C'est le type de social où les enfants sont contraints de rester à la maison à cause des grèves répétées, et où les malades n'ont pas accès

aux hôpitaux pour les mêmes raisons. Ce type de social, le gouvernement du Président Patrice Talon a refusé de le pratiquer dans notre pays.

Quel type de social fait avancer un pays ? C'est celui où, dès que vous entrez dans une commune, vous trouvez des hôpitaux, des écoles, des lycées, des collèges et des routes. C'est celui qui permet à chaque commune du Bénin de bénéficier de routes bitumées, qui permet aux producteurs d'avoir des points de vente pour leurs produits,

et aux usagers des marchés d'avoir de bonnes voies d'accès. C'est ce type de social pour lequel le gouvernement du Président Talon a opté. C'est le type de social qui consiste à équiper tous les hôpitaux de zone, à construire des lycées professionnels.

Expliquez cela à nos frères et sœurs : le gouvernement Talon est un gouvernement du social.

Le social qui permet à un individu de s'enrichir au détriment de la majorité, le gouvernement n'en veut pas...»

## **COTONOU LES CAUSES DE LA CHERTÉ DES DENRÉES ALIMENTAIRES**

« [...] Il est indéniable que les denrées alimentaires, y compris le maïs, sont devenues chères. Mais en tant que leaders, nous ne devons pas nous contenter de ce constat. Demandons-nous pourquoi les denrées sont chères. Pourquoi le maïs est-il particulièrement touché ?

Notre pays produit environ 2 millions de tonnes de maïs chaque année, alors que les besoins nationaux se limitent à environ 1 million de tonnes. Pourtant, la cherté du maïs persiste.

La situation de cherté du maïs n'est pas nouvelle. Moi, je suis un enfant de la « Révolution » et je me rappelle que même pendant cette période, nos parents se plaignaient déjà de la cherté du maïs. À l'époque, les communes étaient tellement contrôlées qu'il était difficile d'exporter du maïs d'une commune à une autre. Cela ne date donc pas d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, malgré une production continue, le maïs reste cher pour plusieurs raisons, dont la principale

est la production animale. Le gouvernement du président Patrice Talon, un gouvernement axé sur le social, a interdit l'importation de poulets congelés, qui sont souvent vecteurs de maladies comme les cancers. Même des jeunes de 30 ans développent précocement ces maladies. Cette décision a encouragé la production de volailles locales, augmentant ainsi la demande de maïs pour nourrir ces animaux. La production animale est la première raison de la cherté du maïs.

Deuxièmement, plusieurs pays de la sous-région, comme le Niger, le Burkina Faso, et le Nigeria, ont également un grand besoin de maïs, ce qui augmente la pression sur notre production locale.

Face à cette situation, que devons-nous faire ? La solution réside dans l'augmentation de notre production de maïs. Le gouvernement est conscient de vos préoccupations et travaille à y répondre. »



## Tournée gouvernementale de reddition de comptes

# ORDEN ALLADATIN

DÉPUTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**« Maintenant que des efforts significatifs ont été faits et que nous attendons encore d'autres réalisations, devrions-nous tout remettre en question ? »**

« [...] Il fut un temps dans ce pays où, même si les candidats apprenaient n'importe comment et n'avaient pas de relations au sommet de l'État, ce sont ceux qui ne se présentaient même pas dans les salles de composition qui étaient souvent déclarés admis. Cette injustice, qui sapait les efforts et les mérites de nombreux jeunes, a été éradiquée par le gouvernement du président Patrice Talon qui a promu la transparence et l'excellence. Cela constitue une grande avancée pour nous. Nous ne pouvons pas prétendre que le gouvernement a tout accompli, mais ce qu'il a réalisé mérite d'être reconnu et salué.

Les ministres ont présenté tant de réalisations que je me suis parfois demandé s'il s'agissait vraiment de notre pays. Les infrastructures modernes, les projets sociaux et les réformes témoignent d'un engagement sans précédent. Où ont-ils trouvé toutes les ressources pour ces investissements massifs ? La réponse est simple : c'est grâce à vos efforts. C'est bel et bien votre argent, vos impôts, qui ont été utilisés de

manière efficace pour le bien-être et l'intérêt général.

Voilà jusqu'où nous sommes parvenus avec les réalisations actuelles. Cependant, il reste encore du travail à accomplir. Des attentes, il y en a encore.

Aux concitoyens qui s'impatientent, je demande de la patience.

Le gouvernement est sur la bonne voie. Les efforts qui ont été faits sont visibles et tangibles. Si nous confions le pays à des gens qui ne s'y connaissent pas en bonne gestion, que deviendrons-nous ? Maintenant que des efforts significatifs ont été faits et que nous attendons encore d'autres réalisations, devrions-nous tout remettre en question ? Non, nous devons plutôt renforcer notre soutien aux bons gestionnaires qui sont à l'œuvre, afin qu'ils puissent continuer leur travail et en faire davantage. Ainsi, à l'horizon 2026, ce que nous n'avons pas encore obtenu pourra être réalisé, et nous pourrions en être satisfaits et fiers. »

## Education nationale

# LE GOUVERNEMENT AMÉLIORE LES CONDITIONS DES ASPIRANTS AU MÉTIER D'ENSEIGNANT

Conformément à sa volonté d'améliorer constamment les conditions de vie de plus de 30.000 Aspirants au métier d'enseignant (AME) déployés dans nos écoles primaires et secondaires publiques, le Gouvernement a décidé d'octroyer de nouveaux avantages à leur profit. Il s'agit de :

- l'extension à douze mois de la prise en charge de leur rémunération, à compter de la présente année scolaire

- le bénéfice d'une assurance-maladie selon les modalités prévues pour les fonctionnaires ;

- le bénéfice d'un congé de maternité pour les AME de sexe féminin ;

- l'institution d'une prime d'engagement pour service d'intérêt national d'un montant de 20.000 FCFA par mois et par AME, à compter du mois de mars 2024 ;

- la gratuité des frais de scolarité pour les enfants des AME, à l'instar de ceux des enseignants fonctionnaires et contractuels de l'Etat.

Il est à observer que mis à part le bénéfice de l'assurance-maladie et l'exemption de frais de scolarité, ces nouvelles mesures représentent un effort financier annuel de plus de 10 milliards de FCFA à la charge du budget national.

Par ailleurs, tenant compte des plaidoyers divers, le Conseil a accordé la réintégration des 175 AME qui, en 2021, s'étaient rendus coupables de démobilisation de leurs collègues ou d'absence au poste pour fait de grève, et suspendus de ce fait par leur ministère de tutelle.

*(Extrait du Conseil des ministres du 18 mars 2024)*

# LES ASPIRANTS AU MÉTIER D'ENSEIGNANT RÉCLAMENT LEUR REVERSEMENT COMME ENSEIGNANTS PERMANENTS

**Le 18 mars 2024, le gouvernement a pris d'importantes nouvelles mesures d'amélioration des conditions des Aspirants au métier d'enseignant (AME). Les bénéficiaires saluent cette décision, mais déclarent attendre leur reversement dans la fonction publique comme enseignants de plein droit.**

**Boris HOUNSOUNOU, AME en service à Allada**

«Je pense que ces mesures constituent une totale déception pour moi et en constituent certainement pour beaucoup d'autres parmi les AME. La preuve est que plusieurs sont en train d'envisager même démissionner. En fait, le gouvernement nous promet un lendemain meilleur qui

ne vient jamais depuis 2019, et pour nous maintenir dans l'esclavagisme moderne, il nous a jetés à la figure une miette somme de 20 000 F.

Ce que veulent les AME, c'est le reversement ; au moins pour ceux qui sont dans le métier depuis 2019. Ceci donnera également de l'espoir à ceux qui sont venus après.»

**Zoukeidath MAMA, AME / Allada : « Nous attendons le reversement et le déploiement de ceux qui sont dans la base»**

Je profite pour dire merci au gouvernement pour les bonnes mesures prises en notre faveur. Elles amélioreront un peu

nos conditions de vie et de travail, et permettront surtout aux femmes AME de bénéficier des congés de maternité.

Mais comme on le dit, tant que tout n'est pas encore fait, rien n'est fait. Nous attendons le reversement et le déploiement de ceux qui sont dans la base.»

**Salamath OGOUNTOLA, AME / Kétou : « Nous aspirons à davantage de réformes, notamment le reversement des AME en Agents contractuels de l'Etat»**

Les mesures prises par le gouvernement en faveur des AME semblent être un pas dans la bonne direction. Ce sont des avancées

significatives qui doivent encourager tout aspirant au métier d'enseignant. Personnellement, ces mesures me motivent à mieux me donner au travail.

Mais, malgré ces progrès, les AME restent insatisfaits. Nous aspirons à davantage de réformes, notamment le reversement des AME en Agents contractuels de l'Etat. Il est évident que l'éducation est un pilier essentiel du développement national. Il est donc crucial que le gouvernement continue à écouter les préoccupations des enseignants et à travailler pour des solutions durables. Ceci permettra d'améliorer le système éducatif dans son ensemble.»

# LES ASPIRANTS AU MÉTIER D'ENSEIGNANT RÉCLAMENT .... (SUITE)

**Audrey GNIMASSOU, AME / Athiémé :** « **C'est bien d'avoir pensé aux femmes en octroyant le congé de maternité** »



Grande a été ma joie, surtout en tant que femme, de constater que parmi les récentes mesures prises par le gouvernement pour améliorer les conditions de travail des AME, il y a une qui concerne spécifiquement les femmes AME en l'occurrence le congé de maternité.

Oui. Beaucoup d'entre nous ont souffert de n'en avoir pas bénéficié. Dans ce contexte, quand tu viens aux cours en laissant, par exemple, un bébé de deux semaines à la maison, on ne pourrait donner le meilleur de soi-même. On est présent de corps mais absent d'esprit. Parce qu'on n'est pas à l'aise, à l'école, pour dispenser les enseignements. C'est bien d'avoir pensé aux femmes en octroyant le congé de maternité.

Mais tout en remerciant le chef de l'Etat et le

gouvernement, je voudrais les prier de passer à l'essentiel pour nous les AME qui est la prise de l'acte de reversement

**Pierre DJAHLIN / Aplahoué :** « **Chacun de nous s'attendait à une sécurisation de l'emploi à travers le reversement** »



Moi, je pourrais dire que les aspirants au métier d'enseignant n'ont pas vu leur attente comblée par le gouvernement. Chacun de nous s'attendait à une sécurisation de l'emploi à travers le reversement pur et simple, tout au moins, de la première promotion. Mais hélas le gouvernement a prorogé le rêve. Toutefois, pour ce qui est fait, nous remercions et demandons au gouvernement de sauver les AME du calvaire de l'emploi. Plusieurs d'entre nous sont déjà à 44 ou 45 ans.

**Amah Emile AYITE, AME / Grand-Popo :** « **Une collègue a rendu l'âme parce qu'elle n'avait pas eu de congé de maternité alors que les médecins lui avaient prescrit**

**le repos parce qu'elle était diabétique** »

On ne s'attendait pas aux dernières mesures prises par le gouvernement en faveur des aspirants au métier d'enseignant. C'est une surprise agréable. Quand c'est bien, il faut le dire. Ce sont des mesures que j'ai saluées. Je me réjouis particulièrement pour deux mesures parce qu'elles sont des avantages dont les AME ne bénéficiaient pas en tant qu'enseignants alors que les autres collègues en jouissaient. Et cet état des choses au sein de la corporation des enseignants était ressenti comme une frustration, une ségrégation. Il s'agit en premier lieu de la mesure relative au congé de maternité pour les femmes AME. Ce sont des femmes qui, en dehors du travail, seront obligées de tomber enceinte à un moment donné pour donner vie à des enfants. Le congé de maternité qui leur est accordé désormais est à saluer. C'est une mesure formidable.

La seconde mesure concerne les frais de scolarité des fils d'enseignant AME. Ces enfants-là qui sont en âge d'aller au second cycle ne bénéficiaient pas de la mesure de gratuité accordée au fils des autres enseignants. J'en parle parce que ça ne faisait pas plaisir de voir des comptables renvoyer des fils d'enseignants AME pour retard de paiement des frais de scolarité. Cela engendre parfois des situations conflictuelles. J'ai connaissance des cas de collègues AME que les deux mesures, si elles étaient prises un peu plus

tôt, auraient pu soulager au moment où ils étaient confrontés à des difficultés. Le cas le plus affligeant est celui d'une collègue qui a rendu l'âme parce qu'elle n'avait pas eu de congé de maternité alors que les médecins lui avaient prescrit le repos parce qu'elle était diabétique.

En faisant le geste qu'il vient de faire en faveur des AME, le gouvernement donne la preuve qu'il est à l'écoute du peuple, attentif à ce qui se passe. Le reste des efforts que nous attendons pour être en sécurité est la prise de l'acte de reversement parce que l'âge accroît. Je le dis en pensant aux collègues qui sont à 38 ans, à 40 ans et plus mais qui en sont encore à se demander quand est-ce que le reversement interviendra afin de bâtir une carrière et prétendre jouir d'une bonne retraite au soir de leur vie professionnelle.

**Farouk ALI BAH BIO, Représentant de la Fédération nationale des collectifs des enseignants pré-insérés du Bénin (FENACEPIB) dans le Borgou :** « **Ne pas saluer le gouvernement et son chef pour ce geste relèverait d'une ingratitude notoire** ».

Ne pas saluer le gouvernement et son chef pour ce geste relèverait d'une ingratitude notoire, car toute augmentation, même avec le revers de la cuillère mérite un remerciement. C'est une avancée, même si elle est à pas d'escargot. Sans aucun doute, ces nouvelles mesures, en diminuant le degré de précarité des AME pendant

# LES ASPIRANTS AU MÉTIER D'ENSEIGNANT RÉCLAMENT .... (SUITE & FIN)

les vacances, diminuent sans finir leur stress au travail. La mise en œuvre de ces mesures va permettre d'augmenter l'ardeur des AME au travail. Avant ces nouvelles mesures, les résultats satisfaisants aux différents examens étaient en grande partie l'œuvre des AME. Avec ces mesures, croyez-moi, le miracle positif est prévisible. Si nous avons accepté d'être déployés en tant qu'AME dès les premières années de ce programme, c'est parce qu'on avait en tête l'insertion définitive avec un contrat en bonne et due forme après deux années consécutives. Malheureusement, ce schéma n'a plus marché et on est pratiquement à la fin de la cinquième année. Voilà pourquoi notre joie n'est pas au pic. Seul le reversement pourrait nous permettre d'être équilibrés comme nos collègues Agents contractuel de droit public de l'Etat ou autres Fonctionnaire d'Etat afin de révéler véritablement l'école béninoise. Nous attendons donc le reversement intégral de tous les AME et ce, avant la fin de cette année, car il n'est pas bien d'avoir dans un système sensible comme l'éducation une catégorie d'enseignants qui vivent.

Au cas où le gouvernement ne prenait pas tout le monde pour le reversement de cette année, qu'il diminue le quota horaire hebdomadaire qui affecte négativement le rendement scolaire. En outre, il faudrait harmoniser la date de paiement des émoluments des AME à une date fixe. Cet

aspect décourage plus d'un vers la fin de chaque mois. Il est également indiqué de prendre les AME en compte pour les primes de rentrée, car la rentrée n'est pas seulement pour les agents contractuels ou agents permanents de l'Etat.

Tant qu'il reste à faire, le gouvernement devra tâcher de mieux faire en reversant tous les AME. Ainsi, on aura des enseignants au point, sans aucune discrimination, ce qui permettra de relever les défis du système éducatif.

**Edouard TEDOKOU, AME / Tchaourou « Le rendement des AME va s'améliorer »**

Les dispositions prises par le gouvernement à l'endroit des Aspirants au métier d'enseignant, c'est des mesures salvatrices dans la mesure où elles allègent quelque peu nos peines. Imaginez les femmes qui travaillent sans congés, c'est triste. Ce n'est que justice qui a été rendue. Des hommes qui travaillent, qui ont en charge des femmes et des enfants malades. Nous-mêmes, on est parfois malade, et on n'a pas de prise en charge une fois arrivée dans les hôpitaux. Donc, je ne peux que dire que c'est une injustice qui a été corrigée quand bien même ce n'est pas encore ça. Nous ne sommes pas encore à l'abri du besoin. Ce salaire est loin de combler à nos attentes.

Le rendement va s'améliorer puisqu'un acte est posé et qui nous met un peu à l'abri. Les années antérieures, au début du programme de « l'aspirant

», nous traversons les vacances sans rien percevoir comme émoluments. Cette situation nous fragilisait, avec une famille qu'il faut nourrir et soigner. On ne faisait pas nos rentrées scolaires dans de bonnes conditions. Et il fallait attendre jusqu'en décembre recevoir le premier paiement. Aujourd'hui, nous serons payés douze mois sur douze. Le minimum est là, pour nous permettre de donner le meilleur de nous-mêmes. Mais il y a encore beaucoup à faire parce qu'on fait les mêmes activités que nos aînés, Agents contractuels de l'Etat, Agents permanents de l'Etat, et nous sommes traités

autrement. Il va falloir que l'Etat corrige cette injustice. La première promotion des AME est "vieille". Il y a déjà des collègues qui sont nés en 1974, 1975, 1976. Ils courent le risque de ne pas avoir une carrière. C'est compliqué à ce nouveau, si l'Etat ne fait rien. C'est vrai, nous sommes nombreux, près de 30 mille personnes. L'Etat peut commencer le reversement à partir de la promotion de 2018, et progressivement tout le monde en arrivera à une insertion définitive.

Propos recueillis par  
**Rebecca VODOUNON, Jacques DEGBEY & Sourou A. VIGAN**



## L'Union

Edité par Union Progressiste le Renouveau

Cotonou – Bénin, Immeuble lot 620/E, Place Bulgarie, 01 BP 1515

Tél: +229 97 48 82 99 - 61 34 31 79 - 97 53 10 83

e.mail: [lunionmensuel@gmail.com](mailto:lunionmensuel@gmail.com)

#### Président

Joseph DJOGBENOU

#### Comité de lecture

Anique DJIMADJA  
Sèdami FAGLA MEDEGAN  
Christelle HOUNDONOUGBO ALIOZA  
Jocelyn NENEHIDINI  
Ibrahim SALAMI  
Lazare SEHOUETO  
Elise TAMA  
Isidore ZINSOU  
Moukaram BADAROU

#### Directeur de la publication

Paul DOUAKOUTCHE

#### Rédacteur en chef

Pascal ZANTOU

#### Secrétaires de rédaction

André DOSSA  
Romain KIKI

#### Chef desk « Vie du parti »

Parfait AHOYO  
Edson EDAH

#### Chef desk « Nation »

Brice HOUSSOU  
Céphise BEO AGUIAR

#### Chef desk « Culture »

Jolidon LAFIA

#### Chef desk « Monde et sport »

Franck KPASSASSI

#### Graphisme

Charm Communications  
Tél: 97 60 25 95

#### Administration, Marketing, diffusion et abonnement

Septime TOLLI

#### Imprimerie

Ste Charlotte  
Tél: 95 95 97 47 - Cotonou

Dépôt légal : à parution

## Fermeture des frontières avec le Bénin

# LE TEST DE RÉSILIENCE SE POURSUIT

**Céphise BEO AGUIAR**

Le Bénin fait face depuis quelque temps à des défis frontaliers complexes qui mettent à l'épreuve sa résilience politique et économique. En effet, le 20 août 2019, en violation des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Nigeria avait procédé unilatéralement à la fermeture de ses frontières terrestres avec le Bénin et d'autres pays de la sous-région. Officiellement, la mesure visait à lutter contre la contrebande du riz et du carburant. La réouverture n'interviendra qu'en juin 2023. En 2023, en exécution des mesures de la CEDEAO suite au coup d'Etat survenu contre le président Mohamed Bazoum, le Bénin fermera ses frontières avec le Niger pour les rouvrir fin février 2024, soit six mois après, à la levée des sanctions par l'organisation sous-régionale. Il ne sera pas superflu de mentionner la pression exercée par le président Patrice Talon du Bénin dans la célérité de

la prise de cette décision. Il ne sera non plus inutile de rappeler que durant la pandémie de la covid-19, entre 2020 et 2022, le Bénin gardera ses frontières ouvertes avec ses voisins qui avaient pourtant fermé les leurs.

Pour faire face à ses chocs exogènes, au plan économique, le Bénin a adopté une stratégie de diversification de son économie afin de réduire sa dépendance à l'égard des échanges et du commerce transfrontaliers avec les pays voisins. Des investissements ont été réalisés dans des secteurs tels que l'agriculture avec la diversification des filières agricoles, dans l'industrie avec la promotion de zones franches industrielles en l'occurrence le fleuron de Glo-Djigbé/Zè, dans le tourisme, au plan du numérique et de la digitalisation avec la dématérialisation et les e-services, les infrastructures et les transports ; toutes sortes de mesures pertinentes visant à stimuler la croissance économique et à créer des opportunités d'emploi indépendantes des fluctuations des frontières. Cette clairvoyance dans les choix économiques par

le gouvernement du Bénin permet de maintenir la robustesse de l'économie nationale, en dépit du ralentissement des échanges ainsi que des activités commerciales et portuaires avec les pays limitrophes.

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSTAD), le point sur l'économie nationale au 4ème trimestre de 2023 montre que « le Bénin conforte sa dynamique de croissance au dernier trimestre de l'année. Le pays a, en effet, enregistré un taux de croissance économique de 6,4% au 4ème trimestre de 2023 (...) Cette croissance économique est ressentie dans chaque secteur d'activité ». Alors même qu'au plan mondial, « Selon les Perspectives Economiques Mondiales de janvier 2024 du Fonds Monétaire International (Fmi), la croissance économique mondiale s'établit à 3,1% en 2023. En Afrique subsaharienne, la croissance économique est estimée à 3,3% ». Dans le même temps, le taux de croissance au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est de 5,7% en

2023 selon le rapport annuel de l'Uemoa sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union publié en décembre 2023.

D'après la Banque mondiale dans la 2ème édition du Rapport (mai 2024) sur les perspectives économiques du Bénin, « La croissance devrait se stabiliser à 6,2% entre 2024 et 2026, avec une moyenne de 3,5% par habitant, grâce à l'investissement et à l'expansion de la zone industrielle de Glo-Djigbé/Zè (GDIZ). La Banque mondiale révèle que ces résultats sont enregistrés du fait des « efforts d'assainissement couronnés de succès en 2023, grâce à l'adoption de mesures fiscales novatrices et à la maîtrise des dépenses ».

Malgré les défis persistants, le Bénin a démontré sa capacité à faire preuve de résilience face aux perturbations liées aux différentes crises des frontières. En adoptant une approche holistique qui combine des stratégies politiques, économiques et sociales, le Bénin se positionne comme un acteur clé dans la promotion de la paix et de la prospérité dans la région ouest-africaine.

## Tensions diplomatiques entre le Niger et le Bénin

# UN DÉFI POUR LA COOPÉRATION RÉGIONALE

**PAUL DOUAKOUTCHE**

Depuis le coup d'Etat au Niger le 26 juillet 2023, les relations entre le Niger et le Bénin ont pris une tournure inquiétante. La séquestration du président Mohamed Bazoum par des militaires et la suspension du Niger de tous les organes décisionnels de la CEDEAO ont exacerbé la tension. Mais c'est la fermeture persistante de la frontière par le Niger, invoquant des préoccupations de sécurité, qui a des implications socio-économiques profondes pour les deux pays.

Le Bénin et le Niger, ressentent de manière drastique, les effets de cette crise. Les récents développements, marqués par le blocage et le déblocage de l'exportation du pétrole nigérien via le terminal du pipeline sur le territoire béninois, ainsi que l'arrestation de ressortissants nigériens sur le site d'exportation

du brut nigérien, ont provoqué une escalade de ces tensions. Personne ne peut prédire un retour à la normale des relations entre les deux pays dans un avenir proche.

La justification sécuritaire de la fermeture de la frontière par le Niger ne fait qu'accroître les tensions dans une région déjà fragile. Les préoccupations en matière de sécurité augmentent les risques d'instabilité, non seulement au Niger, mais aussi dans les pays voisins, dont le Bénin. Cette instabilité pourrait aggraver les défis économiques et sociaux auxquels le Bénin est confronté.

La coopération régionale, indispensable pour la stabilité et le développement, est mise à rude épreuve par ces tensions diplomatiques. Les efforts de médiation et de résolution pacifique des conflits sont plus nécessaires que jamais. Une coopération efficace est primordiale pour apaiser les relations et promouvoir

une stabilité durable dans la région. Pour réduire sa vulnérabilité face à des crises similaires à l'avenir, le Bénin doit accélérer la diversification de son économie. Cela inclut le développement d'autres secteurs économiques tels que l'agriculture, le tourisme et les services. Une économie diversifiée peut mieux résister aux chocs externes et offrir des alternatives viables lorsque des secteurs clés sont touchés.

Il est souhaitable que les efforts diplomatiques du Bénin soient intensifiés pour une résolution pacifique des tensions avec le Niger. En collaborant étroitement avec la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux, le Bénin peut jouer un rôle proactif dans la médiation et la promotion de la paix. Le dialogue et la coopération sont nécessaires pour restaurer la confiance et assurer la stabilité régionale.

Investir dans des infrastructures alternatives et des corridors

commerciaux est fondamental pour sécuriser les échanges commerciaux et réduire les vulnérabilités logistiques. La création de nouvelles routes de transport et l'amélioration des infrastructures existantes permettront de diversifier les voies commerciales et de minimiser l'impact des fermetures de frontières. Ces investissements peuvent renforcer la résilience du Bénin face à des crises futures.

En s'armant de courage et en restant unis, les Béninois peuvent transformer ce défi en une opportunité pour un avenir plus stable et prospère. Le Bénin, avec sa stratégie économique diversifiée, ses relations diplomatiques renforcées et ses investissements dans les infrastructures, peut non seulement surmonter cette crise, mais aussi en sortir renforcé. Le moment est venu de faire preuve de résilience et de travailler ensemble pour un avenir meilleur.

# ALBUM PHOTOS DE LA PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE LA DEN-UP LE RENOUVEAU À PARAKOU DU 15 AU 17 MARS 2024

